

**Monsieur Laurent NUNEZ**

Ministre de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 PARIS Cedex 08

Lège - Cap Ferret, le 30 décembre 2025

LRAR n° 1A 208 326 9017 0

Objet : Recours hiérarchique suite au refus tacite de M. le Sous-Préfet d'Arcachon (Gironde)

Monsieur le Ministre,

Par courrier du 12 septembre 2025, en pièce jointe, nous demandions à Monsieur le Sous-Préfet d'Arcachon d'intervenir auprès de Monsieur le Maire de Lège - Cap Ferret afin qu'il présente au conseil municipal de la commune :

1. Le bilan relatif au PLU communal, adopté il y a plus de 6 ans, comme le veut l'article, L.153-27 du code de l'urbanisme;
2. Le rapport relatif à l'artificialisation des sols de l'article L.2231-1 du CGCT qui devait être présenté dans les 3 ans qui suivaient l'adoption de la loi Climat et Résilience d'août 2021.

On peut également ajouter le bilan annuel des acquisitions et cessions opérées par la commune, article L.2241-1 du CGCT, dont se dispense également le maire. Il doit obligatoirement être joint au compte administratif.

Nous demandions à Monsieur le Sous-Préfet de nous informer des suites données à notre courrier. **Deux mois se sont écoulés, sans réponse de Monsieur le Sous-Préfet. Le refus est tacite.**

Depuis notre courrier du 12 septembre, ce ne sont pas moins de 3 conseils municipaux qui se sont tenus: 26 septembre, 6 novembre et 11 décembre 2025, sans que ces documents aient été présentés et délibérés en conseil.

Entre temps, par arrêt du 30 octobre 2025, n° 24BX01446, la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux a jugé que « *La délibération contestée du 18 juillet 2019 (d'approbation du PLU de la commune de Lège - Cap Ferret) est entachée d'une irrégularité substantielle* ». C'est là encore, une nouvelle faillite du contrôle de légalité, puisque l'irrégularité trouve son origine dans l'absence d'enquête publique préalable à son adoption.

Il est à craindre que la procédure de régularisation offerte, par la cour, à la commune soit, à nouveau, entachée d'irrégularités pour, entre autres, les raisons sus-rappelées, entraînant des coûts supplémentaires pour les contribuables, bien inutiles en période de très fortes tensions sur les dépenses publiques ?

- Considérant que bien que ne figurant parmi les associations soumises au Contrat d'Engagement Républicain, nous en partageons les principes ;
- Considérant que lorsque l'État de droit régresse les extrêmes progressent ;
- Considérant le silence gardé pendant deux mois par Monsieur le Sous-Préfet d'Arcachon ;

Nous vous demandons de réexaminer le refus tacite de Monsieur le Sous-Préfet et d'enjoindre à la commune de Lège – Cap Ferret d'examiner en conseil municipal les bilans relatifs au PLU ainsi qu'à l'artificialisation.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. Baurin', with a long horizontal stroke extending to the right.

Gilbert BAURIN  
Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'P. du Fau de Lamothe', with a long horizontal stroke extending to the right.

Patrick du FAU de LAMOTHE  
Secrétaire

*Pièce jointe : Notre demande du 12 septembre 2025 restée sans réponse.*